Vendredi 21 avril 1978 No 873

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

9ème Congrès du Parti Communiste espagnol PCE

CARRILLO TOUJOURS PLUS LOIN DANS LA REVISION DU MARXISME-LENINISME

article page 2

Plan Barre n° 3

• Liberté des prix industriels

• Austérité et chômage pour les travailleurs

« La mer ouvre enfin à notre Pays un champ nouveau d'activité »
- déclaration au parlement -

Le Premier ministre Barre devait présenter mercredi devant l'ensemble des députés de l'Assemblée nationale son programme de gouvernement, autrement dit son troisième plan économique et social. Peu de surprise dans ce troisième plan, qui est à l'image du nouveau gouvernement.

Le professeur Barre, rondouillet et affable, manque sans doute d'imagination. Durant son intervention de plusieurs heures, il ne sortira que banalités, entrecoupées des promesses démagogiques habituelles, pour justifier la politique voulue par la grande bourgeoisie visant à maintenir les profits capitalistes les plus élevés possible : bref, en un mot, à faire reposer le poids de la crise économique sur le dos des travailleurs des villes et des campagnes.

Barre, on s'en serait douté, a ouvert son intervention quelques phrases d'autosatisfaction, au nom de la « majorité » reconduite par le résultat des élections législatives de mars dernier.

Puis le ministre-professeur s'est adressé à cette fameuse majorité, en fait plutôt déconfite, pour qu'elle préserve sa cohésion. En d'autres termes, Barre et derrière lui Giscard, ont tous deux besoin de consolider leur pouvoir. Barre a ainsi demandé aux formations de la majorité *« de maintenir entre elles l'unité... Le gouvernement n'aura d'autre souci que de préserver et fortifier l'entente majoritaire »*.

Barre s'est ensuite attaché à faire l'exposé du programme économique et social du nouveau gouvernement. Programme dans le fond, copie-conforme des précédents, à ceci près, que le professeur peut se permettre après les élections de prendre des mesures ouvertement en faveur du grand patronat.

Le professeur Barre s'est prononcé pour *« aller de façon progressive, mais irréversible, vers la liberté des prix industriels »*. En clair, cela signifie pour les mois à venir la hausse des prix à la consommation dont seront victimes les travailleurs, ainsi que la hausse des prix des produits nécessaires à l'agriculture dont seront victimes les petits et moyens paysans. Jusqu'à présent, le gouvernement bloquait la hausse des prix et des salaires à 6,5 %. C'était vrai du moins pour les salaires. Aujourd'hui, le patronat et les statisticiens des ministères n'auront plus de soucis à se faire pour truquer les chiffres sur l'augmentation des prix : ces derniers pourront varier — à la hausse, bien sûr — en toute liberté.

Barre et son troisième gouvernement donnent déjà l'exemple aux monopoles bancaires et industriels : l'agence France-presse annonce en effet, mercredi « une hausse possible de certains tarifs publics au 1er mai ». Ces hausses toucheraient pratiquement tous les secteurs. Ainsi, on est assuré d'une hausse certaine de 8 % du prix du charbon. L'EDF souhaite une hausse de 15 % pour pouvoir financer la construction des centrales nucléaires. GDF demanderait quant à lui, une hausse de 9 % des tarifs de la clientèle privée.

Le Premier ministre-professeur a concrètement indiqué ensuite, ce que le gouvernement entendait par « ouverture sociale ». Il a indiqué que les salaires ne devraient « pas croître plus vite que les prix ».

En clair : *« Pas d'augmentation des salaires réels, pas d'augmentation du pouvoir d'achat »* pour les travailleurs salariés.

Barre-gaffeur, alors que les députés de tous bords commençaient à somnoler, a fini par réveiller tout ce beau monde en déclarant que *« la mer ouvre enfin à notre pays un champ nouveau d'activités »*. Merci pour la Bretagne...

SOMMAIRE

URSS : des milliers de Géorgiens pour la défense de leur langue nationale
article page 8

Crise de la sidérurgie : Le premier plan acier du patronat
article page 7

Contradictions au sein du PCF. Ellenstein veut un vrai parti social démocrate
articlespage 3

Inde : repression sanglante des manifestations populaires contre la misère et la faim
article page 8

Histoire du canal de Panama
article page 2

• Espagne

L'ouverture du congrès du PCE

C'est hier que s'est ouvert, à Madrid, le 9e congrès du Parti communiste espagnol, congrès qui devrait notamment consacrer l'abandon de la référence au léninisme Il est encore trop tôt pour pouvoir commenter les travaux du congrès lui-méme, mais il est intéressant de revenir sur les événements qui l'ont préparé.

C'est il y a à peu prés un an que le PCE est sorti de l'illégalité. Pour ce faire, et pour pouvoir se présenter aux élections législatives de juin 1977, il a dû reconnaitre officiellement la Constitution et, surtout, la monarchie. Cependant, c'est la désillusion : avec moins de 10 % des suffrages, le PCE ne fait même pas figure de « grand parti ». Cela ne l'empéche cependant pas de poursuivre dans cette méme voie de collaboration de classe avec la signature du « Pacte de la Moncloa », le plan Barre espagnol. Dans le méme temps, on peut remarquer que le PCE et son leader, Carrillo, prennent avec Moscou de plus en plus de distance. Il y a longtemps, cependant, que les relations n'étaient plus des meilleures.

C'est dans cette situation, avec en plus le récent et indiscutable recul aux élections syndicales, que le PCE, par la voix de Carrillo, annonce que le prochain congrés retirera des statuts la référence au léninisme.

C'est une véritable tourmente qui s'est alors abattue sur la base du PCE. La section catalane du PCE (le PSUC) refuse cet abandon, elle est suivie par la Soria, petite province très pauvre. A elle seule, la Catalogne compte prés de 25 % des membres du PCE. Interrogé hier par « Le Matin », Guttierez Diaz était obligé d'avouer que c'est sous la pression de la base ouvriére que le PSUC avait dû prendre cette position. Il y a un an, le PSUC n'avait que 10 000 militants, il en a aujourd'hui 46 000. Des hommes nouveaux donc, et en majorité des jeunes gens, dont beaucoup sont attachés au qualificatif léniniste parce qu'ils souhaitent ce qu'ils appellent un « vrai » parti communiste. De l'aveu méme de Diaz, cette méme base a souvent critiqué le soutien accordé par le PCE au gouvernement Suarez.

Méme si Carrillo arrive à faire adopter son projet, et il semble que ce sera le cas, comment réagira cette base qui commence déjà à y voir clair dans la « vraie » nature de son parti ? Déjà, le PCE enregistre un recul trés net dans de nombreux domaines, le mouvement pourrait bien se poursuivre. La situation serait alors trés favorable pour les forces vraiment révolutionnaire en Espagne.

Le parlement américain ratifie l'accord sur le canal de Panama

L'histoire du canal

L'intérêt pour le commerce d'avoir un moyen de passage entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique apparut clairement très tôt. C'est au commencement du 19e siècle avec le début de l'essor économique américain que l'idée germa de creuser un passage à l'endroit où l'Amérique est la plus étroite, au centre. On économisait ainsi plus de 16 000 kilomètres et surtout le difficile passage du détroit de Magellan.

C'est une compagnie française, dirigée par Ferdinand de Lesseps qui obtient du gouvernement colombien alors souverain sur cette région la concession de percement du canal.

Les travaux ne sont pourtant pas menés à bien : les difficultés techniques sous-estimées, les problèmes financiers, et surtout le coût monstrueux en vies humaines font arrêter les chantiers.

En quelques mois, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sont tombés, victimes des épidémies, victimes du canal et de la course au profit, ce sont pour la plupart des Indiens que l'on a « invités » à travailler au canal.

La compagnie française doit donc, devant le scandale financier, céder pour 40 millions de dollars, les droits à une société américaine. Celle-ci n'hésite pas à fomenter de toutes piéces une sécession d'où naîtra la jeune République de Panama à laquelle elle pourra dicter ses volontés.

Par le traité de Hay-Bunau Varrilla signé en 1903, Panama cède aux USA, moyennant 10 millions de dollars et une allocution de 250 000 dollars par an, une zone de 80 km de long sur 16 km de large. Cette zone qui coupe le pays en deux, est cédée à perpétuité.

Les luttes du peuple panaméen pour récupérer ce qui leur appartient apparaissent bientôt. C'est cependant après la deuxième Guerre Mondiale que celles-ci connaitront le plus grand essor.

En 1964, une véritable insurrection de la jeunesse panaméenne est noyée dans le sang par les troupes yankees qui n'hésitent pas à ouvrir le feu. Bilan : 60 morts. On peut dire que depuis lors, la lutte pour la récupération du canal est le thème central de toute la vie politique à Panama. C'est sur ce mot d'ordre précisément que le gouvernement militaire d'Omar Torrijos prend le pouvoir en 1968, chassant l'ancienne oligarchie liée aux intérêts américains.

Dès lors, les négociations commencent. De projets en contre-projets, les États-Unis tergiversent, mais elles doivent finir par se rendre à l'évidence : les choses ne sont plus ce qu'elles étaient La volonté du peuple compte aujourd'hui et le peuple panaméen, si petit soit-il, veut récupérer le canal et le fait savoir.

C'est ainsi que, après presque dix ans de négociations, un protocole d'accord prévoyant le transfert du canal et de sa zone sous le contrôle panaméen pour l'an 2000 est signé en septembre 1977. C'est ce protocole d'accord, légèrement modifié, qui vient d'être ratifié par le Sénat américain.

Les travailleurs panaméens manifestent le 7 septembre 1977 pour soutenir l'accord réalisé C'est cet accord que le Sénat américain a dû se résoudre à ratifier après sept mois de tergiversations. (Photo Chine-Nouvelle).

Les principales clauses du traité

La traité ratifié hier par le Sénat des États-Unis comportent, en fait, deux traités différents. Il y a d'abord le traité de transfert par lui-même, mais également un traité dit de « neutralité permanente et de fonctionnement du canal ». Il s'agit là d'une série de clauses dictées par les Américains et qui tentent d'atténuer la portée du traité par lui-même. C'est notamment le cas de l'amendement « De Concini », du nom du parlementaire américain qui l'a fait apporter.

Il précise que les États-Unis pourront intervenir militairement à Panama en cas de menaces intérieures et extérieures contre le canal après l'an 2 000. Cet amendement est toutefois contrebalancé par une autre clause du traité qui dit que les USA n'ont aucun droit d'intervenir dans les affaires intérieures de Panama. Une dernière clause de ce traité sur la « neutralité » du canal prévoit, pour la flotte militaire américaine, une priorité de passage en cas de crise internationale.

Ces clauses ne doivent pas, toutefois, faire oublier le traité de transfert par lui-même. Il s'agit là, indiscutablement, d'une grande victoire du peuple panaméen contre l'impérialisme américain qui a dû céder sur le principal : la concession à perpétuité est abolie et, en l'an 2 000, le canal sera panaméen, ainsi que toute la zone qui le borde.

Les autres clauses du traité prévoient le retrait graduel de la zone de l'état-major du « Southern Command », c'est-à-dire de la base de préparation et d'entraînement des opérations militaires américaines dans toute l'Amérique latine, le versement, pour la période transitoire, à Panama d'un droit de 10 millions de dollars sur les péages, ainsi que 30 cents (1,20 F) par tonne de transit. Cet apport de devises devrait permettre à Panama de sortir de l'état de misère extrême qui contraste tant avec le luxe insolent des installations américaines établies dans la zone occupée.

Tous les exilés politiques pourront retourner dans leur pays

Tous les exilés politiques panaméens pourront retourner dans leur pays et le gouvernement est disposé à « ouvrir la voie » vers une légalisation des partis politiques, a annoncé mardi soir au cours d'une allocution radio-télévisée le général Omar Torrijos, chef du gouvernement panaméen, quelques minutes après avoir eu connaissance de la ratification par le Sénat américain du second traité sur le canal de Panama.

Faisant référence à la ratification du second traité qui prévoit le retour, en l'an 2000, au Panama de la voie d'eau, le général Torrijos a souligné qu'une nouvelle ére de respect mutuel commençait, avec la fin du colonialisme qui avait privé le pays de ses droits et de son indépendance dans la zone du canal.

Après avoir souligné que les nouveaux traités représentaient « l'un des plus grands triomphes » jamais réalisés par la République de Panama, le chef du gouvernement a déclaré : « Ce traité nous met en mesure de construire un nouveau pays ». Dans peu de temps, a-t-il ajouté, « 1 000 km 2 de notre géographie passeront sous notre juridiction, mille mètres carrés qui jouxtent et relient les villes de Panama et de Colon, dont le développement et l'expansion avaient été entravés par l'existence d'une cinquième frontière ».

Pour sa part, la population panaméenne, à peine connue la ratification du second traité par le Sénat américain, est descendue dans les rues de la capitale pour manifester sa joie.

Ce qui se passe au sein du PCF

Nous avons essayé de rendre compte au jour le jour de ce qui se passe au sein du PCF depuis les élections législatives et l'échec qu'elles marquèrent pour la gauche dans son ensemble, et le parti de Marchais en particulier.

Il est bon d'essayer de faire le point sur l'état de ce que l'on appelle « le débat interne » au PCF. Si débat il y a...

Il n'y a pas en effet véritable débat au sein de ce parti. Il y a un certain nombre de rivalités au sein du Comité central, un certain nombre d'intellectuels, en désaccord avec les thèses officielles, qui s'expriment publiquement, un grand désarroi et de nombreuses interrogations chez les militants de base.

Mais il n'y a pas débat. C'est-à-dire pas de discussions organisées selon les principes de la démocratie et du centralisme. C'est à une fuite en tous sens que nous assistons. Demain, ce sera peut-être la fuite en avant.

C'est sans doute Ellenstein qui est le plus en vue des « intellectuels contestataires ». Nous précisons, dans un autre article, quelles sont ses thèses. Ce dont il faut bien se souvenir, c'est que, jusqu'à ce jour tout au moins, il fut toujours en avance de quelques semaines sur ce qu'annonçaient Marchais et ses acolytes, au nom de tout le PCF. Ce fut le cas quand le dernier congrès du PCF abandonna, jusque dans ses mots, le principe de la dictature du prolétariat.

Rivalités au sein du Comité central et du Bureau politique ? C'est une évidence ! Nous n'en prendrons pour exemple que la fameuse « révélation » du « Canard Enchaîné » : Marchais se serait trouvé minoritaire au secrétariat du PCF alors qu'il proposait d'instaurer immédiatement dans l'« Humanité » un débat public ouvert aux militants.

Marchais aurait été soutenu, dans cette proposition, par Paul Laurent et Jean Colpin. Selon d'autres sources, l'opposition à ce projet aurait été l'œuvre, entre autres, de Roland Leroy.

Face à Ellenstein, qui rappelons-le, ne diffère de Marchais que parce qu'il est un wagon en avance sur lui, Althusser continue lui aussi ses critiques à la ligne officielle. La différence entre ces deux intellectuels est assez nette en paroles. Lors du 22e congrès, Ellenstein avait été le fer de lance de l'abandon de la dictature du prolétariat. Althusser avait déclaré être pour la dictature du prolétariat d'un point de vue théorique « marxiste », mais pour son abandon d'un point de vue politique. Ce qui est, pour le moins, une position opportuniste.

En effet, si Althusser acceptait que (politiquement) le congrès doive abandonner la dictature du prolétariat, c'était pour ne pas effrayer l'électorat modéré, mener à terme la politique dite d'ouverture du 22e congrès.

C'est ce thème – revenir au 22e congrès, développer les conclusions du 22e congrès – qui unit, au fond, les intellectuels qui se veulent dissidents. La contestation se déroule donc bien dans le cadre de la ligne officielle du PCF, au sommet tout du moins.

On peut dès lors prédire sans se tromper que Marchais réussira à faire mener à la direction de son parti le « débat » dont il veut, le but étant de récupérer tout ce beau monde de contestataires. Ellenstein montrerait-il encore une fois la voie à suivre, comme il le fit par le passé ? Annonce-t-il ce que sera, demain, l'évolution de la ligne du PCF ? Sans doute, oui, Althusser, n'ayant, aujourd'hui comme hier, d'influence que sur quelques petits groupes d'étudiants et de professeurs.

Après la fuite en tous sens d'aujourd'hui, on assiterait alors à une fuite en avant de plus en plus à droite, sous la houlette d'Ellenstein et Marchais. Telles sont du moins les hypothèses que l'on peut avancer aujourd'hui.

QUAND VOUS AVEZ LU
LE QUOTIDIEN
FAITES-LE LIRE AUTOUR
DE VOUS

Ellenstein :

Vers le compromis historique à la française

« L'ancien parti communiste, celui des années de sa création, de sa formation et de ses épreuves n'est plus. Le nouveau, celui de son épanouissement, et de son insertion dans la réalité française de cette fin du 20e siècle pour mieux la transformer, n'est pas encore ». (Jean Ellenstein)

Il est vrai que le PCF a changé, radicalement, par rapport à ce qu'il était avant : ce n'est plus un parti révolutionnaire et prolétarien, c'est un parti social-démocrate et bourgeois. Ellenstein s'en réjouit et il ne veut qu'une chose : pousser plus loin ce processus. « *L'alliance historique des ouvriers, des travailleurs, des couches moyennes salariées et intellectuelles qui doit constituer le nouveau bloc de pouvoir (...) apparaît en cette période bien négligée. C'est au contraire en réalisant les conditions de leur union que le PCF pourra progresser.* » C'est ce que l'intellectuel révisionniste à la mode appelle : développer les enseignements du 22e congrès.

Pour Ellenstein, deux modèles : le PC italien qui gouverne de fait l'Italie en crise avec les partis bourgeois traditionnels et le PC espagnol qui s'apprête à enlever de ses statuts (même verbale) du léninisme.

Reprenant le terme de *«compromis historique »* propre au PCI, Ellenstein déclare : « *Le véritable compromis historique passe en France par un véritable rapprochement entre socialistes et communistes* ». Il est évident que ce « *compromis historique* » ne s'arrêtera pas au PS, mais « *passe par là dans un premier temps* ». Pourquoi cela n'irait-il pas jusqu'à gouverner avec la droite (comme en Italie) ou jusqu'à signer avec le gouvernement (comme en Espagne) un accord anti-ouvrier ?

Ellenstein envisagerait aussi d'un bon œil que le PCF renonce à l'appellation de communiste. Et reprenant aussi les termes du débat qui anime aujourd'hui le PCE, il déclare : « *Que faut-il penser aujourd'hui du léninisme ? A quoi correspond-il dans la situation actuelle ?* »

Cette problématique est celle des hommes encore au pouvoir au sein du PCF. L' « Humanité » a fait bien souvent l'éloge du PC italien et voit d'un bon œil le congrès du PC espagnol.

Ellenstein représente tout un courant d'idées au sein du PCF. Ce sont pour la plupart de jeunes militants arrivés un peu avant ou après le 22e congrès qui se retrouvent surtout derrière lui. Pour eux, toute référence au passé révolutionnaire du PCF est une erreur historique : les temps auraient changé. Pour eux aussi seule compte l'arrivée au pouvoir du PCF, la gestion du gouvernement et pour cela, il faut continuer à éliminer tout ce qui peut rebuter l'électorat dit modéré: le nom de communiste, le mot de léninisme, les termes de centralisme-démocratique et même de cellule (qui fait penser à une prison...).

Ces militants tiennent souvent ici où là les rennes du pouvoir dans le PCF. Il y a parmi eux des arrivistes notoires.

Mais ce que dit et proclame Ellenstein correspond surtout à ce que pensent les principaux dirigeants du PCF. C'est le prolongement automatique et logique du 22e congrès, de « *l'Union du Peuple de France* », de l'abandon de la dictature du prolétariat. Ellenstein, c'est le révisionnisme du PCF à visage découvert.

Communiqué du comité étudiant anti-marée noire de Brest

Après la pollution de la mer, le pétrole va-t-il polluer la terre ? Les autorités ne savent pas où stocker le pétrole pompé. A Rennes et à Brest, 138 wagons SNCF emplis de déchets mazoutés attendent d'être vidés. Ce qui promet d'être long. Dans le port de Brest, un cargo de 15 000 tonnes est rempli de goémon et de sable doit être déchargé. D'autres navires emplis de déchets stationnent dans plusieurs ports de la côte.

Les autorités continuent aussi à déverser le pétrole dans des fosses creusées dans la terre. Ce procédé risque de contaminer les alentours (voir photo). L'imprévoyance, l'improvisation, telle est la politique des pouvoir publics dans la lutte contre la marée noire.

– Parce que nous refusons l'emploi des détergents.

– Parce que nous refusons des déversements sauvages de mazout dans les fosses.

– Parce que nous exigeons l'inculpation immédiate de d'Ornano, Bécam, des préfets et sous-préfets civils et du sous-préfet militaire.

– Parce que nous exigeons l'embauche volontaire de chômeurs engagés par la Shell pour ramasser le pétrole et payés 2 400 F par mois pour quatre heures de travail par jour, avec une prime de risque et de salissure.

– Parce que nous exigeons la publication du plan Orsec Grade, sur les dangers de nucléaire.

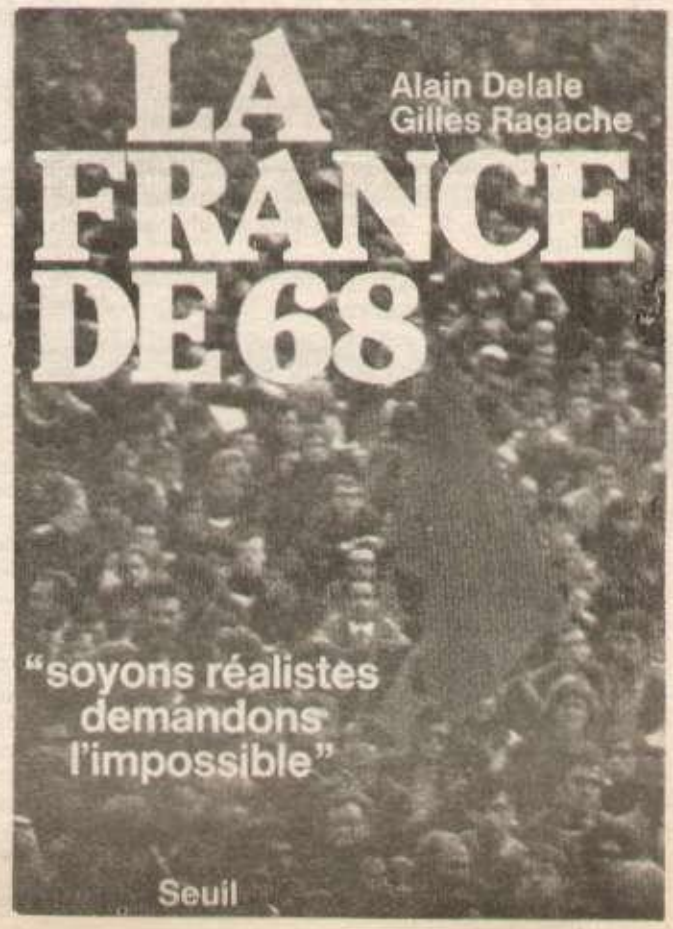
NOUS APPELONS A UN
RASSEMBLEMENT
Jeudi 20 avril, à 14 h
devant le restaurant universitaire de Bougen

Le Comité étudiant anti-marée noire de Brest

« LA FRANCE EN 68 » de Alain Delale et Gilles Ragache. (Éditions du Seuil).

Ce livre important sur Mai-Juin 1868 a été écrit par deux rédacteurs de la revue d'histoire populaire « Le peuple français ». Remarquablement documenté, écrit du point de vue du peuple, c'est un ouvrage indispensable pour connaître Mai-Juin 1968.

En vente dans toutes les librairies et en particulier aux « Herbes sauvages ». Prix 60 F.



• Région de Toulouse

Des licenciements à la pelle,

l'UD CGT manœuvre

Aux ateliers de Haute-Garonne, trente licenciements sont prévus à ABG-SEMCA. Après une réduction d'horaires, le comité central d'entreprise est convoqué pour annoncer des licenciements. Chez Guiraudie-Affeve (bâtiment) : 99 licenciements. Plusieurs artisans en mécanique et bâtiment licencient leurs ouvriers.

Alors que la ligne suivie officiellement par les dirigeants de l'UD-CGT est *« Mieux vaut un licenciement que cinq »* etc., cette fois-ci, ils cherchent à se dédouaner en proposant une journée d'action contre les licenciements.

Quant à la l'UD-CFDT, réunie en conseil extraordinaire, elle décide de refuser cette journée d'action et veut engager l'action et la solidarité dans les cas concrets de lutte pour l'emploi.

Une telle décision exprime la volonté de nombreux syndicalistes, tant à la CFDT qu'à la CGT d'ailleurs, de faire moins d'esbroufe et de lutter réellement, classe contre classe, contre *tout* licenciement.

Bréguet-Dassault recherche

ajusteurs-Aéro...

Bréguet Dassault recherche ajusteurs - Aéro
Si vous êtes ajusteurs et vous pensez vous adresser au bureau du personnel de Bréguet-Dassault...vous faites erreur !

Il faut s'inscrire à l'agence d'intérim SFAT qui vous enverra en déplacement à l'entreprise « Latéroère» qui, elle, vous louera à Dassault.... Joli trafic qui permet à Dassault de ne pas dépasser le seuil des 1500 employés dans l'entreprise et à ne pas appliquer les acquis sociaux de la société Dassault pour les intérimaires.
Assez de ces manoeuvres...
Embauche immédiate de tous les intérimaires !

SNIAS

Après les campagnes, les pétitions, etc., menées par le PCF et la CGT pour vendre les avions de la SNIAS, voici la moisson.

« Achetez français », « Concorde à New-York », hurlaient, il y a quelques mois, les sonos de la CGT. Aujourd'hui, Concorde se pose à New-York, Eastun Airlines achète vingt-trois Airbus.

A Toulouse, les travailleurs de l'aéronautique déchantent : de l'embauche, il n'en est plus question... Par contre, les chronométreurs ressortent des oubliettes. C'est la chasse aux temps morts, les cadences de travail infernales pour des postes de travail de plus en plus parcellisés et automatisés.

Vraiment, capitalistes et ouvriers n'ont aucun intérêt commun.

Rappel des revendications : aménagement des horaires, 2 jours de repos consécutifs, 200 F d'augmentation, 15 % du service pour les serveurs, etc.

• Massey-Fergusson (Marquette)

Non aux réductions d'horaires

Vendredi 7 avril, Cortade, le nouveau directeur, transfuge de l'usine de Beauvais, annonçait la décision du trust canadien de réduire les horaires dans l'usine de Marquette. Dès cette semaine, les travailleurs de la fonderie ne font plus que 32 h, tandis que tous les OS et une partie des professionnels ne font plus que 36 h (40 h une semaine et 32 h l'autre).

A partir de juillet, les OS et les professionnels feront 32 h toutes les semaines.

Pour la suite, on parle d'un plan de 400 licenciements prévus par la direction, et apparemment, il n'y a que les dirigeants de la CGT pour croire que « la direction ne semble sûre de rien en ce qui concerne l'avenir » (Communiqué de presse du 13 avril 1978).

Elle semble, au contraire, très sûre de ce qu'elle fait !.

Dès la fin mars, une décision analogue avait été prise à Beauvais. Or, l'usine de Marquette fabrique des pièces pour celle de Beauvais. Avec la décision de l'IHF (International Harwester France, autre groupe spécialisé dans les machines agricoles) de fermer la fonderie de l'usine de Croix, c'est toute l'industrie des machines agricoles du Nord qui se trouve touchée. Motif officiel : « La mévente des tracteurs en Argentine, au Brésil, en Afrique et en Asie »... mais aussi en France. Mais comment pourrait-il en être autrement puisque, partout dans le monde capitaliste, les trusts de l'industrie agricole ont augmenté spectaculairement les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture – tracteurs y compris évidemment – conduisant à la ruine de la petite paysannerie. C'est la logique du système agricole, de l'industrie agricole capitaliste. Ni les paysans pauvres ni les travailleurs n'en sont responsables et n'ont à en faire les frais ! Seuls le socialisme et la planification socialiste peuvent mettre fin aux crises capitalistes, non pour rechercher le profit immédiat et maximum, mais pour satisfaire les besoins du peuple.

Alors aujourd'hui, moquons-nous des discours larmoyants des patrons sur la conjoncture économique !

A la Massey comme ailleurs, *la crise c'est aux patrons de la payer !* C'est dans ce sens que nous, marxistes-léninistes, soutenons les travailleurs de la Massey et leurs justes revendications concernant les cadences, l'augmentation des salaires. Nous disons :

– *Pas de salaires inférieurs à 2 400 F*

– *Et surtout : 40 h payées 48 !*

– *Unité et solidarité dans le trust contre le chômage partiel et contre tout licenciement.*

Seule une lutte résolue, dès maintenant, pourra déjouer les plans de la direction !

• Dalami. Saint Rambert d'Albon (Drôme)

Les travailleurs de Dalami sont affrontés au 3e licenciement collectif depuis 1974.

Au départ, l'usine employait 532 personnes. Aujourd'hui, il en reste 398 et c'est encore 99 licenciements que la direction veut imposer à l'usine de Saint-Rambert et une quarantaine à l'usine d'Incarville (76).

La cause en est l'intégration de Dalami au groupe Sommer-Allibert, qui devient ainsi le premier groupe européen de revêtement de sol.

Le groupe Sommer-Allibert-Dalami comporte différentes unités de production.

Dès l'annonce des licenciements par la direction, les travailleurs de l'usine de Saint-Rambert se sont mobilisés :

– Assemblées générales, coordination au niveau syndical des différentes usines du groupe (une seule section CFDT à Saint-Rambert), 70 % du personnel est syndiqué.

– Mais aussi des actions, telles des manifestations dans les rues de Saint-Rambert et aussi à la préfecture de la Drôme, à Valence.

Les travailleurs de Saint-Rambert se sont surtout mobilisés pour empêcher le déménagement, par la direction, de machines servant à la fabrication et ils ne sont pas prêts à les laisser partir, sachant que c'est un atout important dans leur lutte.

Une journée « portes ouvertes » a été également organisée à l'usine où, malgré le déploiement policier, près de 2 000 personnes sont venues apporter leur soutien aux ouvriers de Dalami dans une région déjà sévèrement touchée par les licenciements et le chômage : 40 licenciements à Eternit, 60 à Caralep Andancette, fermeture de Rhône-Poulenc-Textile (Péage de Roussillon).

Non aux licenciements

Pour Dalami : Saint-Rambert d'Albon (Drôme) ; Vernouillet (Oise) ; Incarville (Seine-Maritime) ; Pour Sommer : Mouson (près de Sedan) – 650 personnes ; Sedan – 1 100 personnes.
Pour Balamundi : Baisieux – 571 personnes ; Kain (Belgique) – 270 personnes ainsi que de nombreuses petites unités de production en Belgique.
Pour Allibert : Grenoble où les ouvriers sont en grève depuis le 7 octobre. Plus une usine au Brésil, deux en Espagne et la construction d'une nouvelle usine en Hollande.

500 travailleurs haïtiens expulsés depuis 74

Le 22 mars dernier à 5 h 30 du matin, une douzaine de policiers faisaient irruption dans un hôtel de Clichy qui abrite une trentaine de travailleurs haïtiens. Vingt d'entre eux furent amenés à la préfecture de Paris, enregistrés, leur passeport confisqué. Obligation est faite aux autres de se présenter à la préfecture de Nanterre. Ils se voient remettre leur passeport, une convocation en vue de la « régularisation » de leur situation. Cette soi-disant « régularisation », on le sait, c'est l'ouverture de la procédure d'expulsion.

Cet incident n'est pas isolé. En janvier dernier, le même scénario s'était déjà produit dans un hôtel de Bagnolet. Au total, 21 travailleurs à qui injonction est faite de quitter le territoire français dans les 48 heures.

Début décembre 1977, cinq travailleurs en possession de papiers français sont arrêtés et sont toujours détenus à ce jour sans jugement. En novembre, un travailleur en « situation irrégulière » est arrêté et refoulé tout de suite en Haïti, s'exposant ainsi au risque de l'emprisonnement dans les geôles duvaliéristes.

Tout ceci, sans compter les refoulements de travailleurs débarquant à l'aéroport.

C'est donc à une offensive en règle qu'on a affaire. Elle ne se limite pas à la région parisienne. En Guadeloupe, colonie française, c'est à une véritable chasse aux travailleurs haïtiens qu'on assiste depuis la fin janvier. Dans la rue, sur leurs lieux de travail, ou chez eux, les Haïtiens sont inquiétés, arrêtés, déportés. Particulièrement nombreux depuis 1974, ils constituent une cible de choix pour la démagogie du gouvernement français qui cherche à rendre les travailleurs immigrés responsables du chômage. Cinq-cents travailleurs auront été inquiétés, arrêtés, déportés.

Comment Ceyrac conçoit la lutte contre le chômage

Il est de plus en plus manifeste que le chômage, loin de connaître une baisse, a, au contraire, subi une nouvelle extension après l'« accalmie » artificielle qui précéda les élections. Le gouvernement et le CNPF continuent de faire des discours qui se voudraient rassurants sur la lutte contre le chômage, et par ailleurs, poursuivent activement leur politique de restructuration et de licenciements. Ils ne se contentent pas de discours. Ils préparent aussi un certain nombre de mesures qui camouflent, derrière une apparence de lutte contre le chômage, des effets réels de renforcement de l'exploitation. Les stages « Barre » sont l'exemple-type de ces mesures.

Les statistiques officielles annoncent une augmentation de 2,7 % du chômage pour le mois de mars, ce qui correspond au chiffre de mille chômeurs supplémentaires par jour.

Dans le même temps, le nombre des faillites d'entreprises, règlements judiciaires et liquidations de biens, a connu une augmentation de 26,1 % par rapport à février.

Chez Sacilor, 600 travailleurs immigrés sont touchés par des mesures de licenciement qui ne sont que l'effet le plus récent des restructurations dans la sidérurgie. Il faut ajouter au tableau la poursuite des mesures de chômage partiel dans différentes branches.

Au cours de la récente visite que Ceyrac a rendue à Barre, le président du CNPF et le Premier ministre ont parlé emploi. Ceyrac a proposé de reconduire le « Pacte national pour l'emploi » et aussi de l'étendre à d'autres catégories de salariés, en particulier aux femmes.

Ainsi, on se propose de poursuivre le système des « stages Barre » qui n'ont apporté aux jeunes que le bénéfice d'une exploitation éhontée avec, au bout de quelques mois, le chômage de nouveau. Une récente étude de l'INSEE sur l'emploi des jeunes tirait les conclusions suivantes :

– 1) Le Pacte national ne crée que peu d'emplois ; les jeunes remplacent simplement les travailleurs plus âgés qui deviennent chômeurs.

– 2) Les emplois précaires – contrats à durée déterminée et intérim – se développent à grande vitesse et touchent particulièrement les jeunes.

Par contre, le bénéfice de ces stages pour les patrons n'est pas à prouver d'autant que les charges sociales correspondantes sont payées, non par l'employeur, mais par l'État (le coût, à ce jour, s'élève à plus de trois milliards de francs).

Et maintenant, spéculant sur le besoin et le désir des femmes de travailler, Ceyrac va leur proposer de devenir des travailleuses sans statuts, sans droits, licenciables à merci.

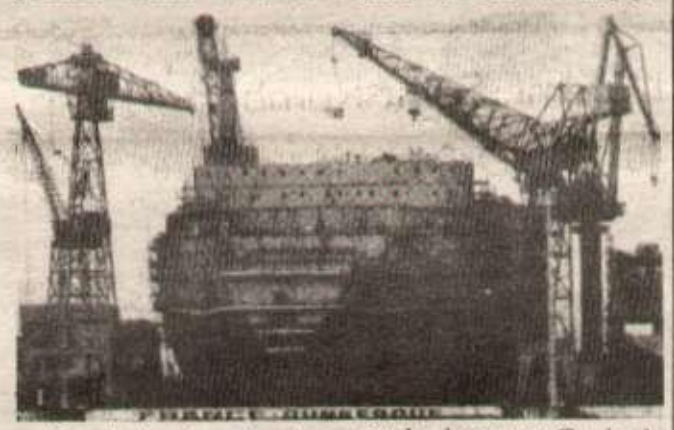
Voilà comment le CNPF conçoit la lutte contre le chômage. Mais ses propositions ne s'arrêtent pas là. Ceyrac, après avoir qualifié de « gadget » la réduction du temps de travail et la revendication d'une 5e semaine de congés payés, propose une nouvelle mesure sociale. Il s'agit d'arriver à *« une vision annuelle du temps de travail », « d'un capital-travail que l'on pourrait gérer au mieux pour bénéficier d'un capital-loisir »*.

La « vision » de Ceyrac, c'est qu'il n'y a plus douze mois dans une année, chacun composé de quatre semaines de 40 h, mais seulement 1 920 heures de travail annuel. Des heures que le patronat, sous prétexte d'adaptation aux loisirs, pourrait utiliser selon les hauts et les bas de la production.

Quand ce sera utile au patron, vous ferez des semaines de 50 ou 60 heures, et quand viendra la baisse, on vous suggèrera de prendre des loisirs. C'est pratique : plus d'indemnisation du chômage partiel et les heures supplémentaires deviendront des heures normales.

Ceyrac parle de loisirs, mais son collègue, A. Roux, du CNPF était plus clair quand il déclarait, il y a quelques mois : *« La politique de l'emploi doit être plus souple que jamais pour permettre l'adaptation constante des effectifs et des horaires de travail à une conjoncture mobile »*.

Mais ce n'est pas une révélation que les capitalistes recourent constamment au double langage.



Parmi les branches les plus touchées par les licenciements consécutifs aux restructurations : la sidérurgie, le textile (les établissements Pilotaz de Chambéry, 600 salariés viennent de déposer leur bilan) et les chantiers navals (construction et réparation).

Ainsi, dans la réparation navale, le groupe Terrin de Marseille est également en situation de dépot de bilan. Ce groupe emploie quatre mille personnes à travers treize sociétés et autant dans des entreprises sous-traitantes. Mercredi, les travailleurs de la réparation navale manifestaient à Marseille contre les menaces de licenciement.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .

• Aveyron

Occupation des «Fromageries des gorges du Tarn»

Depuis vendredi 14 avril, les producteurs de lait de la région de Rodez occupent la cour et le standard de l'entreprise, bloquant l'entrée avec deux tracteurs pour empêcher la sortie des produits finis.

Ils veulent que les industriels respectent la clause du contrat qui fixe le prix du lait. Pour avril, les industriels refusent de leur payer les trois centimes sur un litre (ils veulent payer 95 centimes au lieu des 98 prévus par le contrat).

Ils étaient plus de 250 dès le premier soir et assurent un roulement jour et nuit.

Lundi après-midi, des négociations avaient lieu avec les industriels et la préfecture. Elles n'ont abouti à rien. L'occupation se poursuit et les industriels envisagent de bloquer le ramassage du lait.

Du côté des producteurs, on ne veut pas céder, et comme le disent beaucoup, *« on restera là le temps qu'il faudra »*.

Ainsi, malgré les beaux discours des dirigeants nationaux agricoles, une fois encore, des agriculteurs montrent qu'ils ne croient pas aux belles paroles mais à la lutte sur le terrain.

• Roanne

Rhône Poulenc Textile crée aussi du chômage chez les autres

Les trois usines des ARCT (Ateliers roannais de constructions textiles) sont occupées depuis le mardi 18 avril. Les ARCT qui emploient 1 150 travailleurs à Roanne sont spécialisées dans la fabrication de machines textiles de « fausse torsion », l'entreprise était le numéro un sur le marché mondial il y a quelques années.

Or, le trust Rhône-Poulenc Textile qui est le partenaire des ARCT depuis vingt ans, vient de décider de s'adresser à une firme anglaise concurrente des ARCT pour réaliser le renouvellement d'une partie de son parc-machine. Le marché qui porte sur un total de 100 millions de francs échappe donc aux ARCT qui vont certainement prétexter de cette chute du plan de charge pour procéder à des licenciements.

En effet, les ARCT é étaient devenues depuis quelques temps ce que les capitalistes appellent un « canard boiteux ».

Un canard boiteux auquel Rhône-Poulenc est en train de tordre le cou allégrement. Voilà comment la concurrence capitaliste engendre quotidiennement le chômage.

FRANCE MUSIQUE
DIMANCHE 23 AVRIL
A 10 h 30
PREMIERE MONDIALE
EN DIRECT DE PÉKIN
RETRANSMISSION PAR SATELLITE
EN STÉRÉO D'UN CONCERT

Cet événement musical sans précédent nous permettra de découvrir *l'orchestre symphonique de la société philarmonique centrale de Chine* dirigé par *Han Zhong-jie* avec un soliste, le pianiste *Lieou Che-kouen*. Au programme :

– L'ouverture du « Carnaval romain » d'Hector Berlioz
– La 3e symphonie « Héroïque » de Beethoven
– « Dans mon cœur, un flot monte aussi haut que ces vagues », poème symphonique de Chen Pei-xun, d'après un poème du président Mao extrait du « Pavillon de la grue jaune ».
– « Typhon », concerto pour piano. Œuvre collective de Lieou Che-kouen (qui en est également le soliste), Goua Zhi-hong, Wang Yen-jio et Che Wan-chun. Ce concerto exalte l'initiative socialiste et l'héroïsme des dockers, il se compose de quatre mouvements :

* Aube sur le port, joie au travail
* Venue du typhon, lutte contre les éléments
* Après la tempête, la victoire
* Continuons sur la lancée victorieuse.

Télévision

SAMEDI 22 AVRIL

A 18 h sur A2 – *« Ce jour-là, j'en témoigne »* – No 2 : *« Automne 1940 »*.

Nous avons omis de signaler cette intéressante série de treize émissions qui a débuté samedi dernier par une émission sur l'été 1940.

La présente émission évoque les premières actions de Résistance de militants politiques et syndicaux, la rencontre Pétain-Hitler de Montoire, ainsi que les manifestations étudiantes de la rentrée universitaire contre la destitution de Langevin. L'émission est construite à partir de témoignages de personnes ayant vécu ces événements.

A 22 h sur FR3 – *« Le pré de Béjine »* – Film soviétique d'Eisenstein .

FR3 nous propose cette émission en avant-première du cycle « Eisenstein » qui débute dimanche soir au *« Cinéma de minuit »*.

Inspiré d'un fait divers, ce film devait constituer un hommage aux jeunes pionniers de la collectivisation des terres. Accusant Eisenstein de formalisme, à cause de son interprétation poétique du réel, Boris Choumiatsky, alors directeur du cinéma soviétique, fit arrêter le tournage en cours de réalisation. Accusé d'avoir saboté la production cinématographique, Choumiatsky fut destitué en 1938.

La seule copie existante du film fut détruite pendant la guerre, au cours d'un bombardement. Ce qui reste du *« pré de Bejine »* est un montage de photographies retrouvées par la suite et qui sera présenté au cours de cette émission (durée 25 minutes).

DIMANCHE 23 AVRIL

A 16 h 35 sur FR3 – *« La révolution nucléaire »* – No 3 : *« L'atome d'après guerre »*.

Reprise, pour ceux qui n'auraient pu la voir, de l'émission diffusée le vendredi soir (voir HR No 871 du mardi 18 avril).

A 21 h 40 sur A2 – *« Chili Impressions »* – No 3 : « Au bonheur des généraux ».

Cette troisième partie du reportage de José Maria Berzosa nous présente des interviewes de trois membres de la junte parlant de leurs goûts, de leurs idées politiques, de leur famille, de l'ordre, de l'efficacité, etc. Ils sont également présentés dans leur travail et en famille. A ne pas manquer.

A 22 h 40 sur FR3 – *« Cinéma de minuit : cycle Eisenstein »* – « La grève » (1924).

Ce film tourné par Eisenstein, à 26 ans, ouvrait le cycle consacré à la révolution russe. L'action se situe en 1912 et illustre les luttes du prolétariat sous le régime tsariste. C'est un cri de révolte et d'espoir contre la férocité des exploiteurs. Malgré l'heure tardive, si vous n'avez pas trop sommeil, regardez ce film, vous ne le regretterez pas.

MARDI 25 AVRIL

A 20 h 30 sur A2 – Les dossiers de l'écran – *« La guerre d'Algérie »*.

Film : « RAS ». C'est un film français d'Yves Boisset qui, sous le couvert d'un film d'aventures et d'action de style américain, a cherché à faire passer une critique politique. Le début du film évoque les manifestations des appelés contre la sale guerre d'Indochine.

Débat : Le contingent français en Algérie – Participeront à ce débat surtout des militaires ou des nostalgiques de l'« Algérie française ». Un seul ancien appelé sera présent.

Une nouvelle brochure sur l'Argentine : *« Argentine, l'impérialisme français en question »* du Comité de soutien aux luttes du peuple argentin.

Commande à passez au COBA 14, rue de Nanteuil – 75015 Paris.

Prix 8 F plus 1 F en timbre (ou chèque adressé à D. Dardour).

Nucléaire : le mépris des populations

• Bikini (USA). Les habitants vont être déplacés !

• Orléans. Le refus du stockage s'organise

Toute proportion gardée, les deux faits ci-dessous illustrent le mépris de la bourgeoisie pour le peuple. Ce mépris lorsqu'il s'agit de l'énergie nucléaire peut aboutir à des situations graves pour la santé de la population.

De Bikini à Orléans, en passant par La Hague ou Malville, la bourgeoisie développe son industrie et ses armes nucléaires au détriment de la population et des travailleurs du nucléaire. Les deux faits ci-dessous sont une nouvelle pièce au dossier.

• Bikini :

Le gouvernement américain a décidé de déplacer, contre leur volonté, les 112 habitants de l'Atoll de Bikini (îles Marshall) dans le Pacifique. Ces habitants ont absorbé, l'an dernier, des doses dangereuses de strontium. Il y a trois ans déjà, des examens avaient permis de déceler dans leur organisme des doses anormales de strontium, de césium et de plutonium. Ces trois éléments étaient contenus dans les fruits et légumes cultivés à Bikini. Depuis, les habitants se nourrissaient d'aliments et de boissons importés.

L'atoll de Bikini avait été le théâtre, il y a 24 ans, de l'explosion de l'une des premières bombes à hydrogène américaine. Ses 500 habitants avaient alors été déplacés autoritairement à 1 000 km de là sur l'île de Kili. Neuf ans plus tard, une centaine d'entre eux avaient été ramenés à Bikini, car l'île de Bikini avait été considérée comme saine et habitable, ce qui n'était pas vrai.

En effet, des études ont montré que les produits radioactifs (strontium 90, césium, plutonium) sont si profondément enfouis dans le sol qu'il est impossible de supprimer la radioactivité en enlevant de la terre, comme cela a été fait, sans ôter du coup tout le sol de l'île.

Le gouvernement US a décidé d'évacuer de nouveau les habitants qui étaient revenus dans l'île. Leur départ pourrait avoir lieu en mai.

C'est donc avec le plus total mépris des populations que le gouvernement américain a expérimenté ses armes nucléaires dans le Pacifique.

• Orléans

Nous avons déjà parlé une fois du stockage, à Orléans, de sources d'activités radioactives (cobalt 60, radium américain). C'est la société Schlumberger qui stocke ces sources.

Elles sont destinées à être utilisées dans les forages (connaissance du terrain, porosité du sol, existence des nappes d'eau, etc.).

La société Schlumberger refuse d'assumer les responsabilités d'éventuels accidents bien qu'elle prétende qu'ils sont impossibles. Elle rejette la responsabilité sur la ou les sociétés utilisatrices.

Le dépôt d'Orléans est utilisé pour la moitié Nord de la France. Un second dépôt existe à Pau et s'occupe de la moitié Sud de la France.

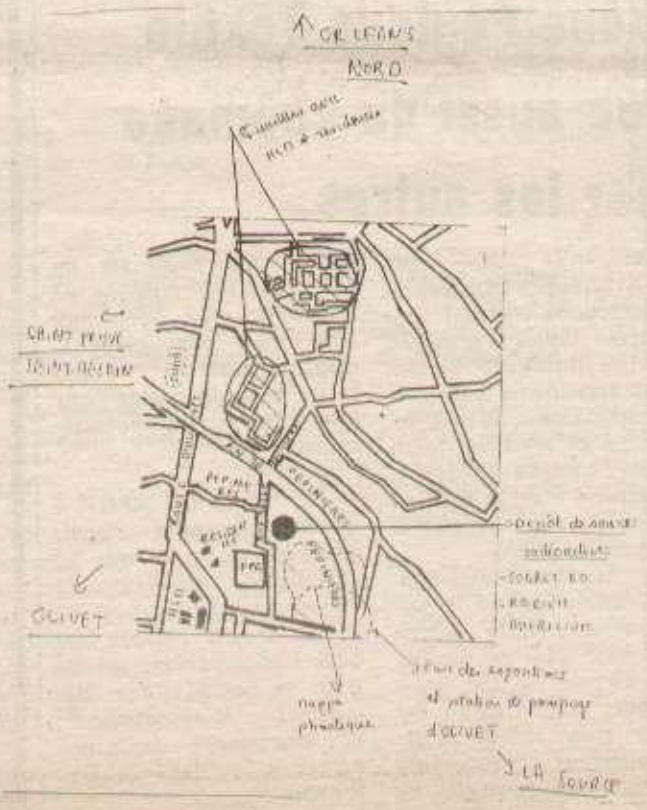
Comme le montre le plan du quartier, ce dépôt est situé au cœur d'une zone à forte population avec quantité d'HLM et de pavillons et sur la nappe phréatique qui alimente Olivet. Cette zone est non-constructible car la nappe d'eau se trouve à moins de trois mètres sous terre en temps de crue de la Loire. De ce fait, on trouve aussi beaucoup de pépinières et de maraîchers.

Les sources radioactives sont stockées dans des trous non-hermétiques. Or, la période de demi-vie de désintégration du cobalt 60 est de 1 600 ans, c'est-à-dire qu'au bout de 1 600 ans un kilo de cobalt 60 donne 500 grammes radioactifs et 500 grammes non-radioactifs, et ainsi de suite.

POUR S'INFORMER ET AGIR

Comité antidépôt Schlumberger, Maison des jeunes et de la culture de Saint-Marceau, 2, rue des Tulipes. Tel : 66 23 72. Réunions tous les mardis à 20 h 30 à la MJC.

Les zones de stockage à Orléans



Une nouvelle brochure est parue. Prix 5 F : passez vos commande et libellez vos chèques à :
APN – Éditions. BP 279 – 75 886 Paris. Cedex 18

Les plans de la bourgeoisie

Le premier plan acier (I)

Le premier plan acier, établi par le gouvernement Barre et le patronat de la sidérurgie, élaboré le 23 février 1977 et prenant fin en décembre 1979, prévoit la suppression de 16 000 emplois dans le secteur sidérurgique, dont 13 400 emplois supprimés en Lorraine. Selon la CFDT, ce serait, en réalité, de la suppression de 24 000 emplois qu'il s'agirait.

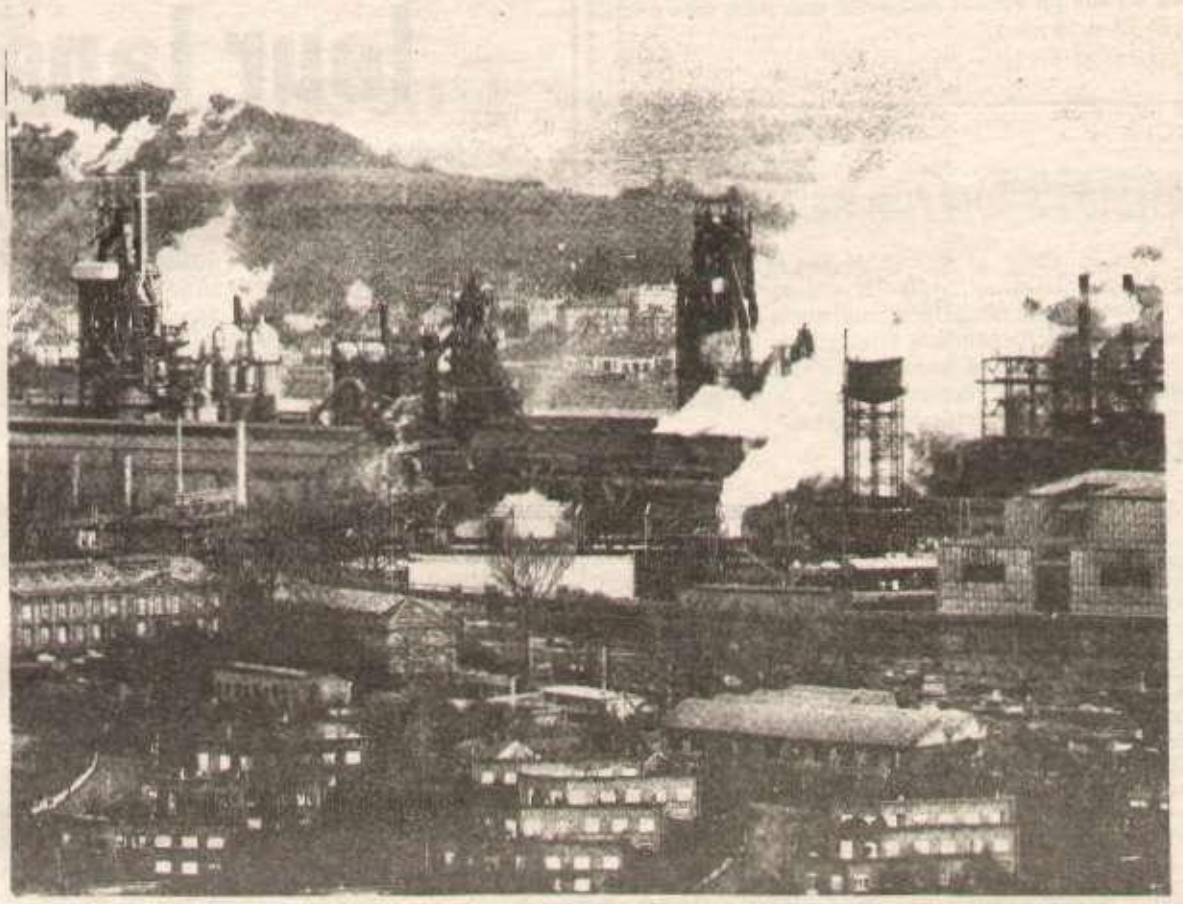
L'objectif fixé à ce plan était d'augmenter la compétitivité de la sidérurgie sur le marché mondial, pour résister à la concurrence et ne pas être éliminé par les capitalistes rivaux, en s'efforçant de moderniser la technique et d'élargir la production, de préserver les superprofits en faisant payer les travailleurs et en conquérant de nouveaux marchés. Aussi, les moyens mis en œuvre par ce plan étaient :

– De mener à bon terme le plan de restructuration et de licenciements prévu par le patronat pour préserver et étendre les super-profits monopolistes provenant de la plus-value extorquée aux ouvriers, par l'augmentation de l'intensité de travail.

– D'atteindre un niveau de production d'acier de 28,5 millions de tonnes en 1980

– De relever le prix de production de l'acier de 40 % d'ici à 1980 (24 % d'ici à la fin 1978) : en élevant ainsi le prix des produits, les capitalistes monopolistes accaparent entre leurs mains une partie des revenus des ouvriers et autres consommateurs

– La mise en place d'un programme d'investissement estimé, en avril 1977, de sept à huit milliards de francs pour 1977-1980 et cinq milliards de francs pour 1980-1983, les emprunts étant de 14,5 milliards de francs pour 1977-1980 : il s'agit de procéder, grâce à la mainmise de la bourgeoisie sur l'Etat, à une nouvelle répartition d'une très grande partie du revenu national (qui est produit par les travailleurs exclusivement), à l'avantage des groupements monopolistes de l'acier.



Le complexe sidérurgique Sollac-Sacilor à Hayange (Moselle).

LA SITUATION ACTUELLE

Le lancement de ce plan acier est aujourd'hui jugé comme étant trop optimiste, car sa réussite passait par une reprise très forte du marché de l'acier, c'est-à-dire par la fin de la crise actuelle, dont l'essence est un déséquilibre entre la production et la consommation, entre l'offre et la demande : or, cette contradiction s'accentue chaque jour.

La reprise attendue par le gouvernement et le patronat ne s'est pas faite dans les proportions souhaitées. En 1977, les prix se sont effondrés du fait de la concurrence internationale, mais aussi, d'une stagnation de la demande. En 1978, la demande est restée très faible.

Suite de notre dossier demain

Malgré l'augmentation des prix de l'acier, qui est de l'ordre de 20 %, les deux grands groupes monopolistes sidérurgiques français, *Usinor* et *Sacilor*, ont vu leur situation s'aggraver.

Ces deux groupes sont en situation de faillite. Pour Usinor, la perte est de 1,25 milliard de francs pour 1975, environ la même somme pour 1976 et 1,90 milliard de francs pour 1977. Pour Sacilor, la perte est de 1,2 milliard de francs pour 1976 et 1,5 milliard de francs pour 1977.

La dette de la sidérurgie française est de 38 milliards, répartis de la façon suivante :

– Etat : 23 % de l'ensemble de la dette (8 milliards de crédits)

– Emprunts obligatoires et aux petits porteurs : 42 % des 38 milliards de francs

– Banque : 35 % de la dette

On peut constater la mainmise de l'oligarchie financière sur le secteur sidérurgique (par l'intermédiaire de l'Etat et des banques, elle couvre 58 % de la dette) et une fusion de plus en plus grande entre les monopoles et l'Etat bourgeois qui, par des « subsides » et des « aides », en utilisant l'argent des réserves et les taxes fournies par le peuple, épaule les risques des investissements.

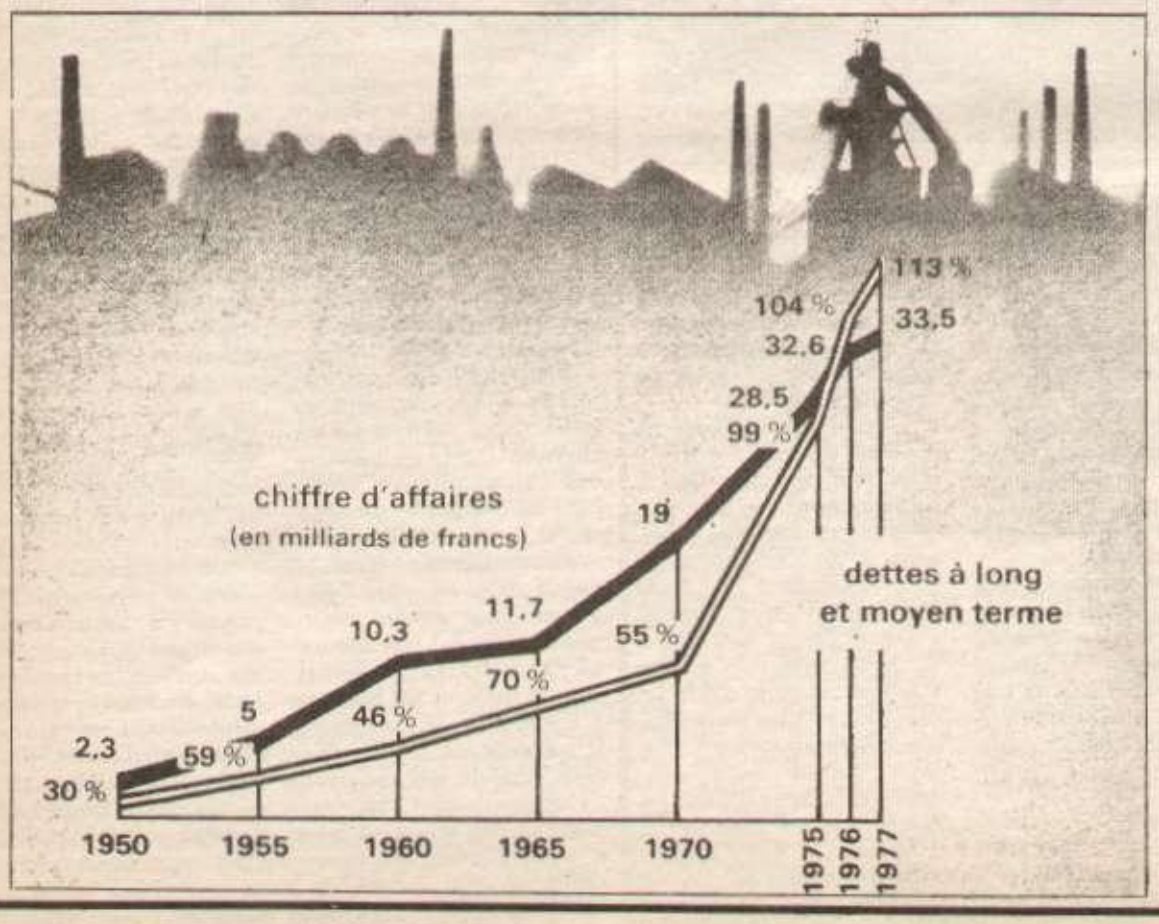
A la fin de 1977, l'endettement par rapport au chiffre d'affaires pour l'ensemble de la sidérurgie française était de 113 %.

Malgré les suppressions d'emplois (7 721 emplois supprimés dans la sidérurgie en Lorraine, de 1977 à 1978, selon l'INSEE) la proportion que représentent les salaires et les charges sociales augmente. Ainsi, pour Sacilor, cette charge représentait en 1976, 30 % du chiffre d'affaires et en 1977, compte-tenu de la baisse de ce même chiffre d'affaires, elle sera d'environ 35 %. Or, selon l'avis des spécialistes, cette charge ne devrait pas dépasser 25 % pour atteindre un niveau de bénéfice favorable.

On sait que pour extorquer encore plus de plus-value et résister à la concurrence, les capitalistes doivent diminuer la part du capital variable (salaires) et augmenter la part du capital constant (usines, machines, matières premières), c'est-à-dire améliorer le matériel technique, remplacer le travail par des machines, fermer les installations vétustes pour investir dans les installations modernes etc. En résumé, en remplaçant le travail par des machines, un nombre moindre d'ouvriers produira dans le même temps plus de produits.

Aussi, l'objectif du patronat de la sidérurgie est de diminuer la part du capital variable en comprimant les effectifs, en licenciant, en intensifiant le travail, en diminuant le revenu des travailleurs et d'augmenter la part du capital constant par de nouveaux investissements.

L'endettement de la sidérurgie française



UNE BOMBE A NEUTRONS FRANÇAISE

Des bruits laissent entendre que la France construirait ou expérimenterait la bombe à neutrons. Ceci n'est pas certain, mais n'a pas été démenti officiellement. Mais il n'y a pas de fumée sans feu.

AIR INTER : 187 GRÉVISTES DEVANT LES TRIBUNAUX

La direction d'Air Inter a assigné en justice 187 mécaniciens au sol qui avaient déclenché une grève sans préavis les 2, 3, 17 et 18 mars.

HAUSSE DES TARIFS PUBLICS

C'est le retour à la « vérité des prix ». Celle-ci se traduira très prochainement, le 1er mai par une hausse des tarifs de l'électricité (plus 15 % souhaite la direction EDF), du gaz (plus 9 % demande la direction de GDF), du charbon. Il faut noter que la hausse de l'électricité doit aider à financer le programme nucléaire. Les prix des produits industriels, eux, augmenteront au 1er juillet.

QUATRE PERSONNES TUÉES AU COURS DE MANIFESTATIONS EN ÉQUATEUR

Quatre manifestants ont été tués par balles par la police. Le gouvernement a interdit toutes les manifestations et réunions politiques, ce qui n'empêche pas de nombreux travailleurs de manifester contre la hausse des prix des transports en commun et du coût de la vie.

GREVE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE EN ESPAGNE

Une grève nationale des enseignants du cycle primaire en Espagne, a dissuadé mercredi trois millions d'enfants de se rendre aux écoles, apprend-on de source syndicale.

Commencée mardi pour une durée indéfinie, cette grève a mobilisé mercredi 75 000 maitres de l'enseignement étatique (sur un total de 138 000) et 14 000 autres maitres et fonctionnaires d'écoles privées.

Les grévistes réclament une augmentation salariale pouvant atteindre, selon les catégories, 22 % et le droit de participer à la gestion de leur établissement.

«OCCIDENTAL PETROLEUM» A VERSÉ DES POTS DE VIN

La compagnie pétrolière « Occidental Petroleum » a versé plus d'un million de dollars à titre de contributions politiques et de « frais inclassables » entre 1969 et 1975, a reconnu mercredi à Los Angeles, un porte-parole de la compagnie.

Ces fonds, at-t-il précisé, étaient gérés par deux responsables d'« Occidental » dont les noms n'ont pas été révélés. Près de 200 000 dollars ont été versés en ports de vin à des fcontionnaires de gouvernements étrangers.

M. Armand Hammer, le président d'« Occidental » avait déjà plaidé coupable en 1975 pour avoir versé 54 000 dollars de contribution pour la campagne électorale de réélection de M. Richard Nixon en 1972, et il avait été condamné à 300 dollars d'amende.

GREVE DES CHEMINOTS AU JAPON

La grève des cheminots au Japon qui se prolonge depuis mardi a affecté quelque 4,9 millions de voyageurs et interrompu la circulation de plus de 60 % des trains, indique-t-on mercredi à Tokyo.

Cette grève a été lancée par les syndicats des transports pour obtenir une augmentation généralisée des salaires. Elle sera suivie d'une grève de quatre jours à partir de mardi prochain à laquelle s'associeront les travailleurs des transports privés.

D'autre part, quelque 300 employés du personnel navigant de la « Japan Air Lines » ont commencé mercredi une grève de 24 heures, privant les voyageurs d'un quart des vols sur les lignes intérieures.

• Georgie. Arménie

Les manifestants ont imposé leur langue nationale

Nous l'indiquions dans le numéro de notre journal daté du mercredi 19 avril, de grandes manifestations se sont déroulées à Tbilissi en Géorgie contre la suppression du géorgien comme langue nationale dans le projet de constitution géorgienne.

Ces manifestations ont obligé la nouvelle bourgeoisie russe à un recul important. L'article 75 du texte publié le 16 avril par le journal local Zaria Vostoka mentionne que de nouveau *« la langue d'État de la République socialiste soviétique de Géorgie est le géorgien »*.

Le premier président du parti révisionniste géorgien Chevarzadze qui est un admirateur pour le moins outrancier de la domination de la nationalité russe sur les minorités nationales a dû admettre devant le *« Soviet Suprême »* qu'il était *« utile de laisser en vigueur la formule antérieure »* qui se trouvait dans les constitutions géorgiennes de 1922 et 1937. (Le nommé Chevarzadze aurait déclaré un jour dans un élan d'admiration pour les Russes : *« Pour nous Géorgiens, le soleil ne se lève pas à l'Est mais au Nord, en Russie »*). Le correspondant du journal *« Le Monde »*, indique qu'au moment où il prononcait son discours plusieurs milliers de jeunes manifestaient devant le palais gouvernemental à Tbilissi pour le maintien de leur langue.

Le même correspondant indique : *« Sans remonter aux troubles de 1956, durement réprimés par la police, et l'armée, des explosions et des attentats... ont eu lieu ces dernières années à Tbilissi, témoignant de la persistance d'un mécontentement voire d'une opposition. »* Il reconnait tout en lui donnant sa propre interprétation, que le peuple géorgien est resté fidèle à la mémoire de Staline.

En Arménie et en Azerbaidjan, les dirigeants russes ont ou avaient aussi décidé de supprimer les langues nationales. La population de ces nationalités a manifesté contre ces mesures comme en Géorgie. En Arménie, le pouvoir a été obligé de conserver l'arménien comme langue nationale. En Azerbaidjan, ceci n'a pas été obtenu. Dans toutes ces républiques, les dirigeants russes voulaient imposer le russe comme langue.

La résistance des peuples des minorités nationales contre l'oppression exercée sur elles par le nationalisme russe dominant, imposé par les dirigeants soviétiques se développe donc et remporte des succès dans des conditions très dures. Ces succès sont un encouragement au développement de cette résistance à l'oppression nationale.

La gréve s'étend à l'hopital de la Timone et dans les Hopitaux de Marseille

Les hospitaliers du centre et de Bretagne sont en lutte depuis plusieurs semaines. Leur exemple s'étend aussi dans le Sud-est, en particulier à Marseille où le personnel de plusieurs hôpitaux est en grève.

La grève des services de soins pour les effectifs et les quarante heures déclenchée le 11 avril par les syndicats CGT et CFDT s'est étendue lundi 17 avril à toutes les catégories qui demandent le paiement de la prime des 13 heures. (Cf HR du 19 avril). FO avait annoncé unilatéralement une grève de trois jours, les 17, 18 et 19 avril. Ce syndicat n'a appelé à aucune mobilisation d'aucune sorte soutenant puis ne soutenant plus la grève. Les syndiqués de base des trois syndicats ainsi que les non-syndiqués se retrouvent tous les matins et tous les après-midi en assemblée générale de travailleurs. Ces assemblées sont très riches et très combatives : deux-cents hospitaliers lundi, trois cents mardi, cinq cents mercredi.

Les travailleurs qui, nombreux, ont pris la parole donnaient une idée de la lutte au niveau de leur service. On apprend que les IVG (avortements) puis les scaner puis les consultations externes, les soins sont gratuits ainsi que les journées d'hospitalisation. Dès mardi, on parle de structuration de la grève, d'assemblée générale par service ou par catégorie, de commissions où les travailleurs sont appelés à venir participer.

L'assemblée générale de mercredi a voté à l'unanimité et dans l'enthousiasme, la reconduction de la grève.

D'autres hôpitaux rejoignent la lutte et une délégation d'Édouard Toulouse (un hôpital psychiatrique) a pris la parole. Une gréviste de la délégation a dit : *« Je suis contente d'être venue, cela va nous aider pour continuer notre grève »*. Nous devons rester unis, mobilisés afin de déjouer les manœuvres des diviseurs et continuer la lutte jusqu'à l'aboutissement de nos revendications.

• Inde

Manifestations populaires et repression sanglante

Cent cinquante à deux cents personnes auraient été tuées et un grand nombre blessées par la police lors de manifestations pacifiques organisées par des ouvriers de l'Institut agronomique de Pantanagar, dans l'Uttar-Pradesh, une province située au nord de l'Inde au contact du Népal. Plus d'un millier de manœuvres occasionnels de cet Institut s'étaient mis en grève pour obtenir la sécurité de leur emploi. Malgré les interdictions officielles de se regrouper, ils s'étaient rassemblés en manifestation

Très rapidement après la formation de la manifestation, la police a ouvert le feu. Des étudiants tentèrent de s'interposer. Les policiers tirèrent sans discontinuer durant une vingtaine de minutes. Des témoins hors de la manifestation ou des personnes qui se portaient au secours des victimes furent abattues. Après ce massacre des corps ont été brûlés dans les champs de cannes à sucre.

Ces dernières semaines, la police indienne s'est livrée à une série d'actes meurtriers contre des travailleurs. Le 3 avril, 12 personnes étaient tuées et 80 blessées à Hyderabad, la capitale de la province de l'Andra-Pradesh dans le sud du pays. Le gouvernement de cette province appartient au parti d'Indira Gandhi. Il a donné l'ordre de tirer sur des manifestants qui protestaient contre les traitements infligés par la police à un jeune couple.

Dans l'État voisin du Tamil-Nadu, les autorités locales soutenues par les gros fermiers donnèrent l'ordre le 10 avril dernier, à l'armée, de réprimer un mouvement de paysans réclamant un moratoire fiscal. La répression fit une dizaine de morts.

Le 5 avril, dans une mine de fer située près de la ville de Dirandol, dans le Madhya-Prades, au centre du pays, les mineurs avaient manifesté. La police avait ouvert le feu et fait 26 morts au moins.

Un peu partout en Inde, de nombreux paysans sont expulsés de leurs terres ou empêchés de prendre possession de celles auxquelles ils ont droit. Dans le seul État de l'Uttar-Pradesh, 92 000 d'entre eux ont été dépouillés de tout moyen de production et de vie et nombre d'entre eux sont morts de faim.

Un peu partout, les ouvriers et paysans de l'Inde passent à l'action contre une misère noire qui affecte des millions de personnes. Face à cela, le gouvernement accroit la répression de façon barbare.

Privés de tous droits, il ne fait pas de doute que les ouvriers et les paysans de l'Inde sauront répondre par les armes aux armes de la réaction.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP UNIPRESS 85670 82 Dépôt légal : 2e trimestre 1978